

CINQUIÈME JOUR DE GRÈVE DES TRAVAILLEURS DE LA LAITERIE DE BIRKHADEM

Le mouvement de protestation se durcit

Rien de nouveau n'a marqué ce lundi, cinquième jour de grève des travailleurs de la laiterie de Birkhadem. Ces derniers refusent de reprendre le travail, «tant qu'aucune mesure concrète ne sera pas prise par les pouvoirs publics en direction des travailleurs».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - A l'origine de cette grève, le bras de fer opposant les travailleurs à l'employeur. Ce dernier, selon les représentants des travailleurs, «refuse de donner suite aux revendications des travailleurs».

Selon un communiqué de presse, le syndicat d'entreprise du complexe laitier algérien (Colaïtal), une des filières du groupe Giplait, a indiqué que «les travailleurs expriment des revendications liées aux primes de rendement et aux modalités de promotion». «Les réunions du syndicat avec les directions de Colaïtal, de Giplait ou du ministère de l'Agriculture pour prendre en charge les préoccupations expri-

mées par les travailleurs n'ont été suivies d'aucune mesure concrète», déplore-t-on dans le même document.

Avant de poursuivre, «le syndicat de l'entreprise s'est rendu compte que la Direction refuse le dialogue». Ainsi, le syndicat dénonce le fait que les responsables concernés «refusent le dialogue» et «ne respectent pas leurs engagements».

Les travailleurs «déterminés» à aller au bout de leurs revendications considèrent qu'un «dénouement de cette crise passe incontestablement par la mise à l'écart du premier responsable de cette entreprise qui n'a pas respecté

ses multiples engagements, et ce, depuis le 10 mars dernier».

En effet, les multiples accords passés entre l'employeur et le partenaire social n'ont jamais vu le jour. «On ne peut faire confiance à quelqu'un qui renie ses engagements», a-ton indiqué. Ainsi, malgré l'engagement pris par le secrétaire général du département de l'agriculture au lendemain de la grève, les travailleurs persistent et signent et considèrent que «l'engagement du département de l'agriculture ne bénéficie d'aucun crédit si le premier responsable de l'entreprise s'entête à faire passer ses lois».

«Nous poursuivrons la grève jusqu'à satisfaction de nos revendications», a-t-on ajouté. A l'origine de la grève observée par les travailleurs de Colaïtal de Birkhadem, «la non-application», selon des sources syndicales,

«des accords conclus entre les représentants des travailleurs et l'employeur et contenus dans la convention collective».

D'après nos sources, «le directeur de l'usine a refusé de donner suite à nos revendications légitimes, ce qui nous a contraints à observer un arrêt de travail». Il est à noter que la laiterie publique de Birkhadem produit environ 400 000 litres par jour, approvisionne la globalité du centre, de l'Ouest algérois et une bonne partie de l'est de la capitale. Après avoir attendu patiemment, le syndicat de l'entreprise a assuré que de nombreuses correspondances concernant la mauvaise gestion et la négligence ont été envoyées en même temps au directeur général du groupe Giplait. «Malheureusement aucune suite n'a été enregistrée», regrette la même source.

A. B.

PÉNURIE DE LAIT

Les détaillants dénoncent la perturbation de leurs activités

La pénurie récurrente de lait qui ne semble pas trouver de solutions, si elle pénalise en premier lieu les consommateurs, elle est aussi dénoncée par les commerçants détaillants qui se disent pris entre le marteau et l'enclume. Ils dénoncent les problèmes de distribution et évoquent ainsi une tension quotidienne face aux clients qui perturbent toute l'activité commerciale.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - La perturbation dans la distribution du lait dans la plupart des régions du pays a pris de l'ampleur ces derniers jours suite à la grève déclenchée par les travailleurs de Colaïtal.

Cette situation qui crée une tension sur un produit fortement consommé, est aussi pointée du doigt par les commerçants détaillants qui disent subir de plein fouet les retombées de la pénurie. Pour El-Hadj-Tahar Boulouar, porte-parole de l'Union générale des commerçants et

artisans algériens (UGCAA), la perturbation dans la distribution du lait en sachet crée un conflit entre les commerçants et les clients, notamment les habitués, qui exigent d'être tous servis quand le camion de lait arrive. Cette situation devient récurrente et les chaînes qui se forment au quotidien devant les magasins et autres supérettes n'arrangent en rien la situation. «Il y a aussi un manque à gagner pour les commerçants, qui vendent du lait pendant quelques jours pour arrêter en cas de pénurie. Certains d'entre eux pensent à arrêter la vente de lait tant qu'il n'y pas d'amélioration dans la disponibilité de ce produit», a déclaré M. Boulouar. Pour ce dernier, il est urgent que soient connues les vraies causes de la perturbation dans la distribution.

«Actuellement, les besoins ne sont satisfaits qu'à un taux de 30%, le déficit est donc important d'autant que les 700 millions de litres produits quotidiennement sont loin de répondre à la forte

demande sur ce produit de forte consommation», explique le porte-parole de l'UGCAA. Pour ce dernier, la politique de subvention actuelle profite aux producteurs étrangers et est donc à revoir. «Il n'est pas normal de subventionner un produit importé», souligne l'intervenant. Le porte-parole de l'UGCAA notera également que certains distributeurs aggravent la pénurie en prenant les produits des usines et en ne les distribuant qu'à quelques détaillants seulement. Cette situation fait que certains quartiers sont desservis et d'autres non. Concernant ce dernier point, M. Boulouar suggérera que les responsables des usines de fabrication de lait exigent une liste des clients pour faire par la suite le point sur l'opération de distribution. Il dénoncera aussi le fait que certains responsables d'usines conditionnent l'approvisionnement en lait par l'achat d'autres produits dérivés comme le yaourt ou le lait caillé.

F.-Z. B.

FILIÈRE VIANDES ROUGES

Concrétisation de l'accord algéro-français

Signé en avril 2013 entre la partie algérienne, représentée par le président du directoire de la SGP production animale (Proda) Kamel Chadi, et celle française de l'interprofession bétail et viande (Interbev), Dominique Langlois, le protocole d'accord est entré dans sa phase active depuis hier lundi.

C'était à l'occasion de la visite de travail effectuée depuis dimanche dans différentes régions de l'est du pays. Skikda, en raison des infrastructures commerciales dont elle dispose, a constitué la première étape de cette visite qui s'inscrit dans le cadre du développement du partenariat entre les deux pays.

Dans leurs déclarations, lors d'une séance de travail, tenue lundi après-midi au siège de la wilaya de Annaba et présidée par Mostefa

Lamani, secrétaire général de cette wilaya, les deux parties ont exprimé leur volonté d'asseoir leurs échanges pour dépasser la simple relation commerciale.

Dans les propos des uns et des autres, il ressort une volonté de développer un partenariat durable, d'autant plus qu'une relation existe depuis plus de 35 ans entre les deux pays dans le domaine de l'élevage et des viandes rouges.

Ce dernier chapitre a été longuement abordé par Kamel Chadi et Dominique Langlois. Ce qui a permis d'aboutir à la signature du contrat de partenariat d'une part, et à des projets en cours d'exécution de plusieurs abattoirs dont celui de Annaba. Cette dernière wilaya avait été dotée d'un même type d'infrastructure socioéconomique au début

des années 1980.

Six mois après sa mise en exploitation au niveau du marché d'intérêt national (MIN) d'El Bouni, cet abattoir figurant à l'époque parmi les meilleurs d'Afrique, a été abandonné pour être définitivement fermé.

Ses effectifs, plus de 150 salariés ont été mis au chômage d'abord, avant leur licenciement. «Cette malheureuse expérience ne sera pas vécue une nouvelle fois. Toutes les dispositions ont été prises notamment une étude de faisabilité, de marché, de commercialisation et de développement de la filière à travers le pays», a souligné le président de la SGP Proda. Il a, par ailleurs, ajouté que tous les acteurs de cette même filière auront leur place.

Il en sera ainsi de l'éleveur jus-

qu'au spécialiste de la commercialisation des aliments du bétail, avant d'atteindre les abattoirs. Kamel Chadi a rappelé que l'Algérie s'est engagée dans la réalisation de quatre complexes abattoirs à Bougtob, wilaya d'El-Bayadh, Hassi-Bahbah (Djelfa), Aïn-M'lila (Oum-El-Bouaghi) et Annaba.

Ce dernier aspect figure dans les discussions relatives au développement du cheptel en Algérie, et ce, pour une meilleure maîtrise de la demande et de l'offre des viandes rouges. Ce qui justifie la feuille de route dont a fait état le président d'Interbev qui a parlé de structuration des éleveurs autour des abattoirs et de la formation dont le savoir-faire.

A. Bouacha

POUR DÉFAUT DE PRÉSENTATION DU CERTIFICAT DE CONFORMITÉ

100 000 dollars US/jour de surestaries à Annaba

Cinq mille dollars US/jour, tel est le montant des surestaries que tout importateur doit obligatoirement payer au commandant du navire en charge de la marchandise importée. Globalement ce sont quelque cent mille dollars/jour de perte au titre de surestaries à payer par les importateurs de Annaba.

Cette situation est vécue depuis le 22 avril courant par les importateurs des différentes régions de l'est du pays. Ce que confirment les nombreux navires (une vingtaine de gros porteurs) en rade au large des côtes de Annaba et les va-et-vient incessants des différents opérateurs économiques spécialisés dans l'importation

des produits finis, semi-finis et de matières premières. Interrogés, des cadres de la Direction des douanes de Annaba ont affirmé que ce problème est la résultante de l'application par le ministère du Commerce de la mesure portant obligation à tout importateur de fournir, entre autres documents justificatifs, un certificat de conformité. Faute de non-présentation de ce document, les services des douanes n'accordent pas la main levée pour l'enlèvement des marchandises, conformément aux exigences définies par le ministère du Commerce via ses directions locales de lutte contre les fraudes.

Cela, bien entendu, avant la marche arrière du

gouvernement qui a finalement cédé devant les importateurs, leur accordant une période supplémentaire de six mois pour se mettre en règle avec la réglementation. Outre les surestaries appliquées par les commandants des navires à tout importateur affrèteur, ces derniers ont évoqué également les risques de perte de la totalité des produits périssables. Jusqu'à la date du 27 de ce mois en cours et faute de présentation du certificat de conformité établi par les Directions du commerce, les ports d'Algérie ont enregistré durant plusieurs jours un ralentissement dans les opérations de déchargement des marchandises.

A. B.

CONFÉRENCE DE PRESSE DU P-DG DE L'ENIE

«Les lois sont plus rigoureuses pour les entreprises publiques que pour celles du privé»

Le P-dg de l'Enie (Entreprise nationale de l'industrie électronique) de Sidi-Bel-Abbès a animé dimanche une conférence de presse durant laquelle il a abordé les nouvelles réalisations de l'entreprise des conventions signées, la faisabilité de certains projets, la concurrence déloyale et les lois rigoureuses pour les entreprises publiques.

Concernant les nouvelles réalisations, le conférencier a évoqué celle de la nouvelle usine d'intégration électronique qui va bientôt ouvrir ses portes. C'est une ancienne unité qui a été réhabilitée, aménagée et elle sera dotée d'équipements ultrasophistiqués. Cette nouvelle usine a pour objectif de travailler en coopération avec des entreprises américaines et chinoises multinationales.

Il abordera aussi les nouveaux projets en cours des deux usines d'assemblage de panneaux solaires et de fabrication de panneaux solaires, des laboratoires de recherche, et la signature des conventions avec l'université et la Direction générale de l'enseignement supérieur. A cours de son intervention, le P-dg a aussi parlé du lancement d'une étude de faisabilité de fabrication de panneaux publicitaires géants et panneaux de signalisation routière électronique, des caméras de surveillance, des faisceaux de câbles pour véhicules et de télécommunication.

Ces projets, une fois réalisés, indiquera-t-il, seront générateurs d'emplois, en plus de leur rentabilité pour l'entreprise. L'Enie va mettre très prochainement sur le marché le Smart télévision 65 pouces, a signalé l'orateur. Avant de clore son intervention, le directeur évoquera les contraintes qui ralentissent ou même entravent le développement de l'entreprise, ajoutant que les lois sont très rigoureuses à l'égard des entreprises publiques au contraire des entreprises privées.

Il signalera, au passage, qu'il n'existe aucun laboratoire pour le contrôle des produits avant leur mise sur le marché, et insistera surtout sur la concurrence déloyale qui prévaut sur le marché.

A. M.